



N° 11F0019MIF au catalogue — N° 262

ISSN: 1205-9161

ISBN: 0-662-74409-8

Document de recherche

**Direction des études analytiques
documents de recherche**

Dégradation du bien-être économique des immigrants et causes possibles : Mise à jour 2005

par Garnett Picot et Arthur Sweetman

Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail
24-F, Immeuble R.-H.-Coats, Ottawa K1A 0T6

Téléphone: 1 800 263-1136



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Dégradation du bien-être économique des immigrants et causes possibles : Mise à jour 2005

par Garnett Picot* et Arthur Sweetman**

11F0019MIF N° 262

ISSN: 1205-9161

ISBN: 0-662-74409-8

**Ceci constitue une révision de l'étude n° 222 relâchée en juillet 2004
Cette étude comprend des résultats plus récents**

Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail
24-F, immeuble R.-H.-Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6
*Statistique Canada

et

**School of Policy Studies, Queen's University

Comment obtenir d'autres renseignements:

Service national de renseignements: 1 800 263-1136

Renseignements par courriel : infostats@statcan.ca

Juin 2005

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'industrie, 2005

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication peut être reproduit, en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux, et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté » de, s'il y a lieu) : Statistique Canada, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire quelque contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, ou de le transmettre sous quelque forum et par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable de Services d'octroi de licences, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

This publication is available in English.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Table des matières

1.	Introduction	5
2.	Décroissance des gains initiaux des immigrants	7
2.1	La décroissance des gains initiaux était aussi grande chez les immigrants avec formation universitaire	11
3.	Aggravation de la faiblesse du revenu chez les immigrants récents.....	11
3.1	La montée des taux de faible revenu dans les plus grandes villes du pays a été largement concentrée dans la population immigrante	15
4.	Pourquoi une décroissance des gains initiaux relatifs et une montée des taux de faible revenu chez les immigrants récents ?	16
4.1	a) Évolution des caractéristiques des immigrants qui arrivent au Canada	17
4.1	b) Autres facteurs qui sont peut-être liés à l'évolution des régions d'origine : qualité de l'éducation, compétence linguistique et discrimination	17
4.2	Rétribution des années de scolarité et question des titres	18
4.3	Décroissance de la rétribution de l'expérience professionnelle acquise à l'étranger	20
4.4	Détérioration des résultats sur le marché du travail des nouveaux actifs en général et des immigrants en particulier.....	22
4.5	Variations des conditions macro-économiques	22
4.6	Forte concurrence d'une population de souche jouissant d'une instruction sans cesse plus grande	23
4.7	Évolution de l'utilisation du régime de transferts sociaux et des autres sources de revenu ..	24
5.	Conclusion.....	24
	Bibliographie.....	26

Résumé

Il est question dans ce document de l'accentuation de l'écart de gains entre les immigrants et les Canadiens de souche depuis deux décennies, et des explications actuelles de cette détérioration du marché du travail parmi les immigrants récents en particulier. Le document fait état également de l'écart grandissant du taux de faible revenu entre les immigrants et les non-immigrants. Tout comme les études antérieures, l'auteur conclut que l'écart de gains à l'arrivée s'est élargi pour les immigrants qui sont arrivés au Canada pendant les années 1990, comparativement à ceux des années 1970. En outre, l'écart du taux de faible revenu s'élargit sans cesse. Le taux de faible revenu a augmenté parmi les immigrants (particulièrement les immigrants récents) pendant les années 1990, mais il a baissé chez les personnes nées au Canada. La hausse du taux de faible revenu chez les immigrants a été généralisée et elle a touché tous les groupes de scolarité et les groupes d'âge, et la plupart des pays d'origine (sauf les « régions d'origine traditionnelle »). Les immigrants ayant un diplôme universitaire n'ont pas été exclus de cette hausse du taux de faible revenu, malgré les débats au sujet de la demande croissante de travailleurs très spécialisés au Canada. Étant donné à la fois la hausse du taux de faible revenu chez les immigrants et leur proportion sans cesse croissante dans la population, dans les principales villes canadiennes, la presque totalité de l'augmentation du taux de faible revenu dans les villes pendant les années 1990 s'est produite principalement dans la population immigrante.

Nous examinons ici également les explications données dans les ouvrages publiés de la dégradation des résultats économiques des immigrants. Trois raisons principales sont cernées comme étant importantes sur le plan empirique, qui toutes tiennent à la détérioration des résultats sur le marché du travail. En premier lieu, l'évolution des caractéristiques des immigrants (p. ex., différentes régions d'origine, niveaux de scolarité à la hausse) semble expliquer environ le tiers de l'élargissement de l'écart de gains à l'entrée (c.-à-d. l'écart entre les immigrants et leurs homologues nés au Canada). En deuxième lieu, la baisse de la rétribution économique de l'expérience de travail acquise à l'étranger semble jouer un rôle également important. En troisième lieu, il y a eu une détérioration générale des résultats sur le marché du travail de tous les nouveaux entrants sur le marché du travail canadien et, lorsque de nouveaux immigrants arrivent au Canada, on observe un phénomène semblable dans leur cas, quel que soit leur âge. D'autres explications possibles sont également examinées. Il importe de souligner que la décroissance de la rétribution de l'instruction ne semble pas être au nombre des facteurs auxquels la détérioration serait attribuable. Les immigrants, en moyenne, reçoivent une plus faible rétribution économique de leur instruction acquise avant l'immigration (mais non pas de l'instruction acquise au Canada), mais cette situation n'a pas beaucoup évolué au cours des deux dernières décennies.

Mots clés : immigrants, pauvreté, gains, assimilation, immigration.

1. Introduction

Des pays d'accueil comme le Canada comptent sur les compétences et l'esprit d'initiative des immigrants pour promouvoir leur croissance économique. Pour leur part, les immigrants recherchent dans leur pays d'accueil des possibilités d'exercer lucrativement leurs qualités et compétences. Ces considérations importent tout particulièrement lorsqu'ils jouissent d'une très bonne instruction. Les pays d'accueil sont de plus en plus à la recherche d'immigrants très instruits qui favoriseront la progression d'une « économie du savoir » et les immigrants désirent mettre leur plus grande scolarisation au service d'un grand bien-être économique.

Ceux qui sont arrivés au Canada vers la fin des années 1990 étaient vraiment des plus scolarisés. En 2001, une franche proportion de 42 % des immigrants « récents » d'âge adulte (qui étaient entrés au pays durant les cinq années précédentes) étaient titulaires d'un grade universitaire et un pourcentage de 54 % – un sommet dans l'histoire – ont été admis dans la « composante économique » (comparativement à 31 % dans la catégorie de la famille). La situation était fort différente 20 ans auparavant. En 1981, 19 % seulement des immigrants récents étaient titulaires d'un grade et, au début des années 1980, des proportions respectives d'immigrants de 37 % et 43 % ont été admis dans la composante économique et la catégorie de la famille. Vers la fin des années 1990, on choisissait de plus en plus parmi les candidats à l'immigration en fonction de la contribution que les intéressés étaient susceptibles d'apporter à l'économie du pays.

Toutefois, si les immigrants sont incapables de mettre leur bagage à profit, les attentes tant du pays d'accueil que des nouveaux immigrants demeureront vaines. L'éventuelle contribution de l'immigrant à sa terre d'accueil, qui se situe au cœur de la justification économique de politiques d'ouverture relative en matière d'immigration, peut ne pas entièrement se réaliser. Voilà pourquoi on s'inquiète considérablement de la dégradation depuis 20 ans des résultats économiques des immigrants récents.

L'aspect des *gains* ou du revenu d'emploi des immigrants a été le plus étudié parmi les facettes du phénomène de leur intégration économique au Canada. De premières recherches ont démontré que les nouveaux immigrants avaient des gains inférieurs à ceux de leurs « homologues » nés au Canada, mais que l'écart de gains initiaux rétrécit nettement à mesure que ces mêmes immigrants s'adaptent au marché du travail de la société qui les reçoit (Chiswick, 1978; Meng, 1987). Des études plus récentes semblent indiquer que cet écart ne se referme pas aussi rapidement qu'on ne le pensait plus tôt, même dans les cohortes d'arrivée des années 1970 (Hum et Simpson, 2003). Quoi qu'ils aient pu être à l'entrée au pays et dans les années qui ont suivi, dans la décennie 1970 disons, les écarts se sont accrus dans les décennies 1980 et 1990. Des recherches ultérieures nous disent que, au début des années 1980, est apparue une tendance à la décroissance du revenu du travail dans les courants successifs d'immigration par rapport à la population de souche (Bloom et Gunderson, 1991; Abbott et Beach, 1993). Dans diverses études, on s'est alors demandé si ce recul avait principalement à voir avec les récessions ou avec l'évolution de la composition des cohortes d'arrivée selon les pays d'origine et s'il s'était atténué vers la fin des années 1980 (McDonald et Worswick, 1998; Baker et Benjamin, 1994; Grant, 1999). Les auteurs d'études plus récentes sont parvenus à la conclusion que la décroissance des gains initiaux des immigrants a perduré au début des années 1990 (Reitz, 2001). Les équipes de recherche de Citoyenneté et Immigration Canada et de Statistique Canada ont entrepris des études à l'aide de données encore

plus récentes pour constater que la situation ne s'était guère améliorée vers la fin des années 1990 (Green et Worswick, 2002; Frenette et Morissette, 2003). Certains auteurs ont noté que, si les gains initiaux ont largement évolué en baisse, le taux de progression salariale à mesure que s'allonge le séjour au pays est supérieur à celui des cohortes antérieures (Li, 2003).

Quelques importantes que soient les études consacrées au revenu du travail, elles ne brossent qu'une partie du tableau. En sont exclus les chômeurs et les inactifs, tout comme les variations du revenu de toute provenance hors travail comme les transferts sociaux. Dans les périodes de détérioration du marché du travail, de telles études peuvent sous-estimer la décroissance, en particulier parce qu'elles négligent les effets d'une montée possible du chômage ou l'effet de découragement des travailleurs.

Nous examinerons brièvement le recul salarial des immigrants dans les années 1980 et 1990. Pour donner un meilleur aperçu de leurs résultats sur le plan du bien-être économique, nous nous attacherons aussi aux tendances de la faiblesse du revenu dans la population immigrante, et notamment chez les immigrants récents. Ce que l'on appelle les taux de faible revenu¹ livrent une mesure simple mais complète de l'évolution du bien-être économique des familles qui se situent au bas de l'échelle des revenus. Ils rendent compte des variations du chômage, des gains, des transferts sociaux et des autres sources de revenu.

Notre regard se portera sur les dernières années de la décennie 1990, période d'un intérêt tout particulier. Vu le caractère de plus en plus « économique » de l'immigration et la très ample reprise de l'économie à cette époque (le taux de chômage est tombé de 9,4 % à 6,8 % de 1995 à l'an 2000), on aurait pu prévoir une nette amélioration des résultats économiques des immigrants. Si la dégradation constatée avait simplement à voir avec les récessions du début des années 1980 et 1990, on aurait fort bien pu observer, une fois en l'an 2000, un retour aux meilleurs résultats des dernières années de la décennie 1970. En ce sens, l'époque que nous examinons de plus près trace une ligne de démarcation; c'est une période où on pense revenir à la « bonne vieille époque » des résultats appréciables des immigrants sur le marché du travail. Nous nous intéresserons en outre aux résultats des immigrants récents très instruits. On aurait pu s'attendre à ce que ce groupe mette son bagage à profit dans une période de croissance économique rapide, d'expansion du secteur des technologies de l'information et des communications et de progression générale de l'économie du savoir.²

Cette étude sommaire fait appel aux constatations de deux autres études en particulier, celles de Picot et Hou (2003) et de Frenette et Morissette (2003). En conclusion, nous récapitulerons certaines des explications le plus souvent données par diverses études de la dégradation des résultats des immigrants à leur entrée au pays. Les résultats que nous présentons sont fondés sur les données des recensements de 1981, 1986, 1991, 1996 et 2001.

1. Proportion de la population dont le revenu familial est inférieur au seuil de faible revenu (SFR) de Statistique Canada, qui est fixé à son niveau de 1992 et modifié seulement en fonction des variations de l'IPC (indice des prix à la consommation). Ainsi, c'est là une mesure fixe – et non pas relative – de la faiblesse du revenu pendant la période étudiée.
2. Le secteur du « haut savoir » a été le plus en croissance vers la fin des années 1990; l'emploi y a progressé de 28,6 % comparativement à 6,4 % dans l'ensemble de l'économie.

2. Décroissance des gains initiaux des immigrants

Malgré le caractère de plus en plus économique qu'a revêtu l'immigration vers la fin des années 1990, les gains des immigrants récents de sexe masculin et d'âge adulte qui travaillaient à plein temps toute l'année ont diminué de 13 % de 1980 à 2000. Ce sont deux années qui se situent à peu près au même stade dans le cycle économique (Frenette et Morissette, 2003). Chez les immigrantes récentes, les gains ont augmenté de 6 %. Pendant la même période, ceux des Canadiens de souche qui travaillaient à plein temps toute l'année se sont accrus de 10 % chez les hommes et de 11 % chez les femmes.

On peut se donner une optique longitudinale en s'attachant à des cohortes d'arrivée particulières. Il s'agit des immigrants qui sont entrés au Canada dans une période de cinq ans, disons de 1975 à 1979 ou de 1990 à 1994. Nous calculons les gains des immigrants de chaque cohorte (en proportion de ceux des gens nés au Canada) après un à cinq ans, six à dix ans au pays et ainsi de suite. On peut déterminer de la sorte a) dans quelle mesure l'écart de gains initiaux entre immigrants et Canadiens de souche décroît avec le nombre d'années de séjour au pays et b) si l'écart s'accroît à l'arrivée.

L'axe horizontal de chacun des quatre tracés dans le graphique 1 mesure le nombre d'années écoulées depuis l'immigration et l'axe vertical mesure les gains relativement à ceux d'un groupe de travailleurs nés au Canada. Les gains relatifs sont présentés sous forme de proportion. Lorsque la proportion est, disons 0,9, les gains des immigrants correspondent à 90 % de ceux des Canadiens de souche, tandis que lorsqu'elle est de 1,0, les gains des deux groupes sont les mêmes. Nous suivons chaque cohorte au fil du temps au Canada au moyen des données des recensements qui sont réalisés tous les cinq ans.

Le graphique 1 fait voir que, pour la cohorte des dernières années 1970, l'écart de gains avait été plus que comblé après 20 ans de séjour au Canada. Après 21 à 25 ans, les immigrants d'âge adulte des deux sexes qui travaillaient à plein temps toute l'année gagnaient environ 8 % de plus que les hommes et les femmes nés au Canada. Il reste que l'écart de gains initiaux a augmenté à mesure que se succédaient les cohortes. Chez les hommes, la cohorte des dernières années 1970 recevait à l'entrée au pays³ 90 % des gains de la population de souche et la cohorte du début des années 1990, 67 % seulement. Pour la cohorte des dernières années 1990 cependant, l'écart semble avoir nettement rétréci (si on compare cette cohorte à celle du début des années 1990), les immigrants récents recevant alors 77 % de ce que gagnait la population de souche. L'écart demeurait bien supérieur à celui de la décennie 1970.

Dans ces graphiques, nous comparons toute la population de souche à toute la population immigrante. Nous savons qu'elles diffèrent largement dans les caractéristiques qui influent sur les perspectives de gains. Signalons en particulier que les immigrants ont joui d'une instruction supérieure à celle des gens nés au Canada pendant bien des années et que leur niveau de scolarité s'est rapidement élevé, notamment vers la fin des années 1990. Dans une analyse plus appropriée, on comparerait les immigrants récents à leurs « homologues » dans la population de souche en tenant compte de caractéristiques comme celles de l'âge, de la scolarité, de

3. Gains des immigrants au Canada depuis cinq ans ou moins.

l'appartenance à une minorité visible, de l'état matrimonial et de la région d'emploi (ce qui comprend les grandes villes). C'est ce qu'on fait d'habitude par une régression où on calcule le logarithme du rapport de gains entre la population immigrante et la population de souche. Le graphique 2 indique les résultats d'un tel exercice mené par Frenette et Morissette (2003). Le logarithme du rapport de gains livre une approximation des gains des immigrants exprimés en proportion de ceux des « homologues » nés au Canada lorsque les différences sont petites (disons de 10 % à 20 %), mais il y a surestimation de la différence en pourcentage lorsque les valeurs deviennent élevées (disons de 40 % à 50 %).

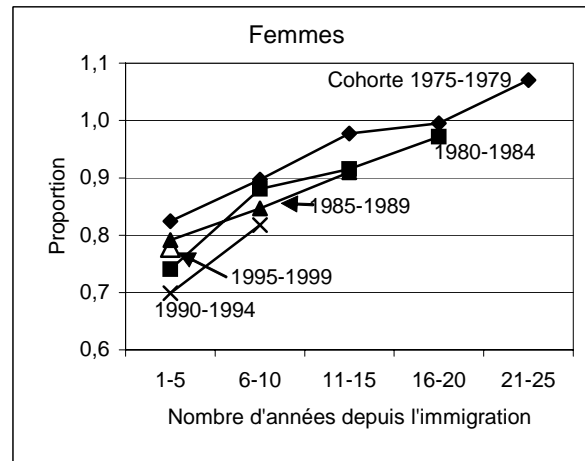
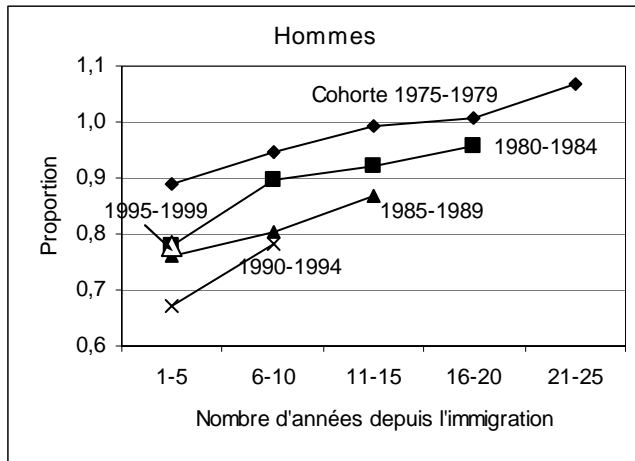
La présente analyse brosse un tableau quelque peu différent (partie A du graphique 2). Comme au graphique 1, l'écart de gains s'accroît nettement à mesure que se succèdent les cohortes tant à l'entrée au pays qu'après de nombreuses années de séjour. On constate toutefois une augmentation supérieure si on tient compte des différences entre population immigrante et population de souche. Chez les hommes, le logarithme du rapport de gains à l'entrée tombe de 0,83 pour la cohorte des dernières années 1970 à 0,55 pour la cohorte des premières années 1990. Mentionnons en outre que, dans cette analyse, on discerne seulement une légère diminution de l'écart de gains initiaux entre les cohortes des premières et des dernières années 1990 (le rapport monte de 0,55 à 0,60). Cette amélioration relativement infime par rapport à ce que décrit le graphique 1 est probable, puisque la cohorte des dernières années 1990 était bien plus instruite. Si on tient compte de cette plus grande scolarisation et des attentes supérieures qui y sont liées en matière de gains, on peut voir que les gains initiaux ne s'améliorent guère. L'écart à l'entrée au pays demeure bien plus grand qu'entre les cohortes des années 1970 ou 1980.

Comme nous l'avons noté, l'histoire de l'« assimilation économique » des immigrants se présente généralement ainsi : ceux-ci gagnent moins à leur arrivée, mais après un certain nombre d'années de séjour, l'écart de gains par rapport aux « homologues » nés au Canada rétrécit ou disparaît (Carliner, 1981; Chiswick, 1978; Borjas, 1985; Meng, 1987). Au graphique 2, ce scénario est respecté par la cohorte des dernières années 1970, mais c'est la dernière à montrer des signes d'élimination de l'écart après de nombreuses années de séjour au pays. Même dans cette cohorte, les gains n'excèdent pas ceux de la population de souche (comme ils le faisaient au graphique 1), mais le rattrapage est presque intégral, puisqu'ils atteignent environ 97 % des gains des « homologues » nés au Canada après plus de 20 ans (graphique 2). Il sera plus difficile aux cohortes plus récentes de faire disparaître cet écart de gains. Même après 16 à 20 ans de séjour au pays, les cohortes d'arrivée de la décennie 1980 recevaient environ 85 % de ce que gagnaient leurs homologues (graphique 2). La cohorte du début des années 1990 avait en gros 70 % des gains de la population de souche après six à dix ans de séjour (logarithme du rapport de gains de 0,7). On ne sait au juste si elle pourrait faire son rattrapage en 20 ans. Là encore, les tendances sont semblables pour les femmes.

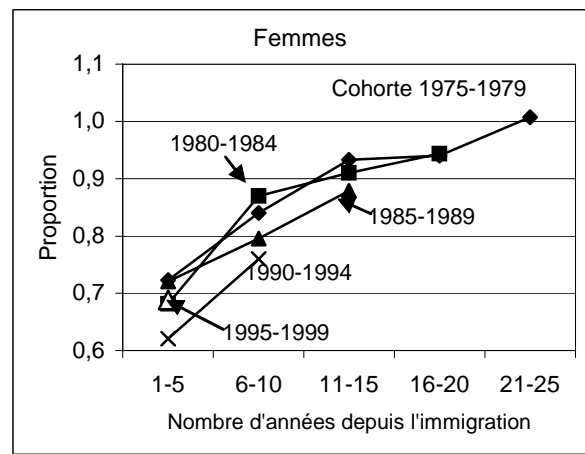
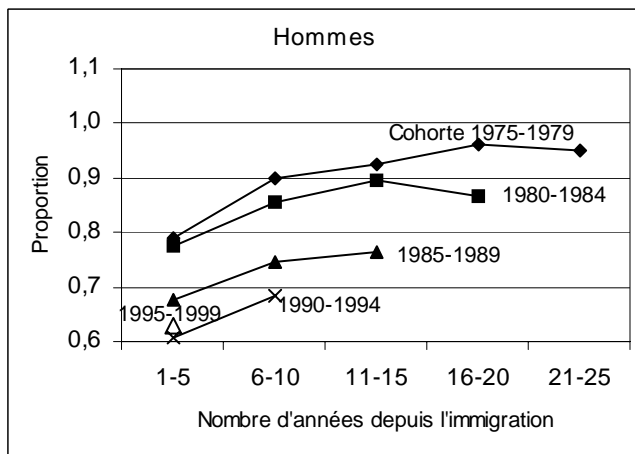
Il convient toutefois de noter que plus l'écart est grand à l'entrée au pays, plus les gains s'élèvent rapidement (graphique 2). Ainsi, le taux de progression salariale (qui est la pente de la courbe au graphique 2) était bien plus grand dans les cohortes des années 1990-1994 que dans celles des années 1980. Malgré tout, les gains sont demeurés plus modestes dans les cohortes plus récentes que dans les cohortes antérieures, quel que soit le nombre d'années de séjour au pays.

Graphique 1 : Gains de la population immigrante en proportion de ceux de la population de souche sans égard aux différences entre ces deux populations

A. Gens de 16 à 64 ans travaillant à plein temps toute l'année



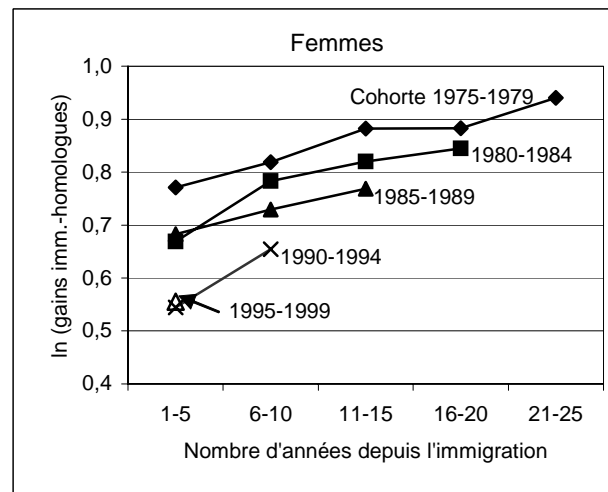
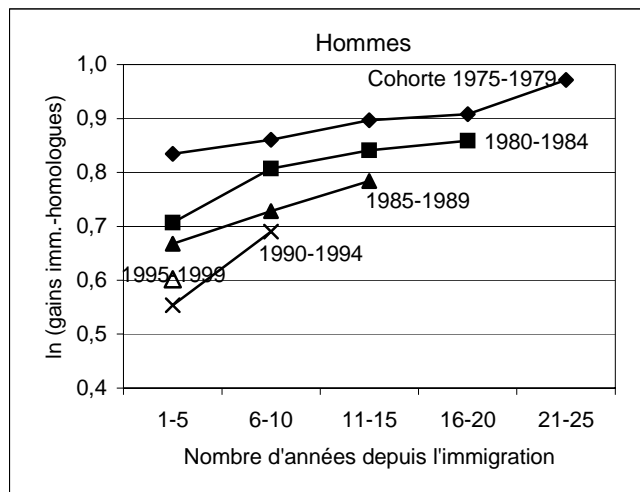
B. Titulaires d'un baccalauréat de 16 à 64 ans travaillant à plein temps toute l'année



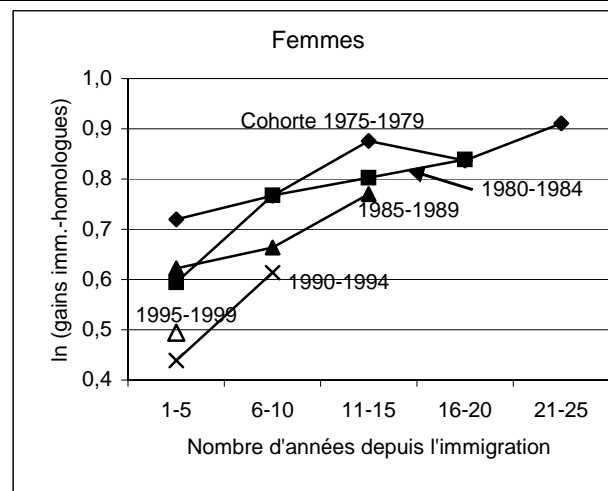
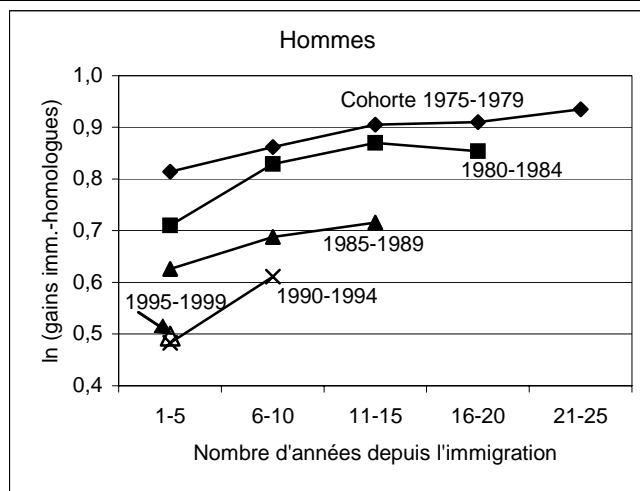
Source : Frenette et Morissette, 2003.

Graphique 2 : Logarithme du rapport* de gains** : gains des immigrants par rapport à ceux des « homologues » nés au Canada

A. Gens de 16 à 64 ans travaillant à plein temps toute l'année



B. Titulaires d'un baccalauréat de 16 à 64 ans travaillant à plein temps toute l'année



* Il s'agit du logarithme naturel du rapport entre les gains respectifs des immigrants et des homologues nés au Canada. Si les différences de gains sont petites (10 % à 20 %), le logarithme du rapport livre une approximation des gains de la population immigrante exprimés en proportion de ceux de la population de souche. Si les différences sont grandes (disons de 40 % à 50 %), il tend à surestimer la différence en pourcentage.

** Valeurs prévues d'après un modèle où sont pris en compte la scolarité, l'expérience professionnelle estimée, l'appartenance à une minorité visible, l'état matrimonial et la région (comprenant les grandes villes).

Source : Frenette et Morissette, 2003.

2.1 La décroissance des gains initiaux était aussi grande chez les immigrants avec formation universitaire

Les parties inférieures des graphiques 1 et 2 présentent des résultats semblables pour les immigrants titulaires d'un baccalauréat. Dans la population masculine travaillant à plein temps toute l'année, les immigrants arrivés vers la fin des années 1970 recevaient environ 82 % de ce que gagnaient leurs homologues nés au Canada (logarithme du rapport de gains de 0,82 après prise en compte du nombre estimé d'années d'expérience professionnelle et de la région d'emploi). Dans les années 1990, ce rapport n'était plus que de 0,5 environ. On a pu observer une légère amélioration entre le début et la fin des années 1990, mais les gains initiaux relatifs sont demeurés bien inférieurs à ceux des cohortes des années 1970 ou 1980. Là encore, les tendances sont les mêmes dans la population féminine. Les immigrants récents ayant un bagage universitaire ont de plus en plus été incapables de monnayer professionnellement leur instruction et leur expérience comme avaient pu le faire les cohortes antérieures. Comme pour l'ensemble de la population immigrante cependant, plus l'écart de gains initiaux était grand, plus la progression salariale était rapide (avec le nombre d'années de séjour au pays).

3. Aggravation de la faiblesse du revenu chez les immigrants récents

Le revenu du travail est la principale source de revenu de la plupart des familles, aussi ne s'étonnera-t-on pas que la décroissance des gains initiaux relatifs ait des répercussions sur les taux de faible revenu. La proportion d'immigrants récents dont le revenu familial était inférieur au seuil de faible revenu⁴ a monté de 24,6 % en 1980 à 31,3 % en 1990 et à 35,8 % en 2000. Ces années se situent en gros en période de crête du cycle économique et révèlent donc assez bien les tendances à plus long terme. Pendant cette période, les taux de faible revenu ont diminué dans la population de souche, passant de 17,2 % en 1980 à 14,3 % en 2000. Ce n'est donc pas une détérioration générale des conditions économiques pour tous les Canadiens qui est à l'origine de la montée de ces taux dans la population immigrante. Les taux étaient 1,4 fois plus élevés chez les immigrants récents que dans la population de souche en 1980 et, en l'an 2000, de 2,5 fois supérieurs. La situation s'est améliorée chez les immigrants récents de 1995 à 2000 (les taux tombant de 47,0 % à 35,8 %), mais le gros de cette évolution n'est pas le reflet d'une tendance à plus long terme d'amélioration des résultats, mais simplement la baisse des taux à attendre dans une période de très forte reprise de l'économie. Le taux de faiblesse *relative* du revenu des immigrants récents (par rapport à la population de souche) a très peu décliné (supériorité de 2,5 fois, et non plus de 2,7). La détérioration des taux de faible revenu depuis 20 ans n'est pas propre aux immigrants récents. Elle a été observée dans tous les groupes issus de l'immigration, quel que soit le nombre d'années de séjour au Canada (tableau 1), la seule exception étant les immigrants qui sont depuis plus de 20 ans au pays.

4. Nous nous reportons au SFR (seuil de faible revenu) après transferts et avant impôt de Statistique Canada; il faut préciser que les données de recensement ne renseignent pas sur l'impôt payé.

Tableau 1. Taux de faible revenu selon la situation d'immigrant, Canada, 1980-2000

	Ensemble de la population	Non-immigrants	Taux de faible revenu* Nombre d'années de résidence au Canada						Taux de faible revenu par rapport à la population de souche Nombre d'années de résidence au Canada					
			Ensemble des immigrants	Ensemble des immigrants					Ensemble des immigrants	Ensemble des immigrants				
				<= 5	6 - 10	11-15	16-20	> 20		<= 5	6 - 10	11-15	16-20	> 20
1980	0,171	0,172	0,170	0,246	0,187	0,144	0,147	0,167	1,0	1,4	1,1	0,8	0,9	1,0
1985	0,187	0,185	0,193	0,342	0,260	0,198	0,159	0,165	1,0	1,8	1,4	1,1	0,9	0,9
1990	0,155	0,151	0,171	0,313	0,242	0,190	0,152	0,126	1,1	2,1	1,6	1,3	1,0	0,8
1995	0,191	0,176	0,247	0,470	0,353	0,272	0,221	0,155	1,4	2,7	2,0	1,6	1,3	0,9
2000	0,156	0,143	0,202	0,358	0,283	0,227	0,191	0,133	1,4	2,5	2,0	1,6	1,3	0,9

* Après transferts et avant impôt; SFR de 1992 modifié seulement en fonction des variations de l'IPC.

Source de données : données d'un échantillon à 20 % des recensements de 1981 à 2001.

Source : Picot et Hou, 2003.

La dégradation du bien-être économique des familles des immigrants récents pourrait avoir été concentrée dans certains groupes. Toutefois, Picot et Hou (2003) sont parvenus à la conclusion que tel n'était généralement pas le cas. La montée des taux de faible revenu s'observait dans tous les groupes d'instruction et d'âge, dans tous les types de familles et chez les gens qui parlaient français, anglais ou une autre langue au foyer. La région d'origine était la seule caractéristique pour laquelle on relevait des différences. Les taux de faible revenu ont en réalité décliné de 1980 à 2000 chez les immigrants récents de quelques régions d'origine comme les États-Unis, l'Europe occidentale, l'Asie du Sud-Est et les Caraïbes (même une fois prises en compte les différences de scolarité, de langue du foyer, de type familial et d'âge entre les cohortes). Il reste que, dans le cas des régions d'origine qui rendaient compte en 2001 des trois quarts des arrivées récentes, ils étaient en hausse (tableau 2). Il s'agit notamment de la plupart des régions d'Asie, de l'Europe septentrionale, orientale et méridionale et de l'Afrique. Ces résultats semblent indiquer que certains facteurs (reconnaissance de l'expérience professionnelle et du bagage scolaire acquis, compétence linguistique, qualité des écoles, etc.) liés aux régions d'origine pourraient jouer un grand rôle dans la dégradation des résultats économiques des immigrants. Nous reviendrons sur la question.

Tableau 2 : Variation en pourcentage des taux de faible revenu de 1980 à 2000 selon les régions d'origine		
	<u>Données brutes</u>	Prise en compte de l'âge, de la scolarité, de la langue et du type de famille
Région d'origine		
Asie du Sud-Est	-35 %	-25 %
Europe occidentale	-24 %	-16 %
États-Unis	-18 %	-12 %
Caraïbes	-2 %	-5 %
Amérique du Sud et Amérique centrale	-2 %	+1 %
Europe septentrionale	+14 %	+24 %
Europe orientale	+22 %	+34 %
Asie de l'Ouest	+52 %	+64 %
Europe méridionale	+61 %	+115 %
Asie de l'Est	+68 %	+90 %
Asie du Sud	+82 %	+86 %
Afrique	+121 %	+94 %
Source : Picot et Hou, 2003.		

Vu le caractère généralisé de la montée des taux de faible revenu, on ne s'étonnera pas que Picot et Hou (2003) aient conclu que moins de la moitié – et sans doute bien moins – de cette montée chez les immigrants récents est due à l'évolution des caractéristiques de ceux-ci telle que mesurée dans les données de recensement. Ces auteurs n'ont pas pu être plus précis en raison des limites des techniques d'analyse ayant servi à déterminer cet effet. Leur étude portait sur l'évolution de la composition de l'immigration selon la région d'origine, la scolarité, la langue du foyer, l'âge et le type familial. Il en sera plus question dans l'examen récapitulatif qui clôt la présente étude.

Tout comme la description qui précède des résultats sur le plan des gains, l'analyse de la faiblesse du revenu vise les diplômés d'université. Si les immigrants récents qui étaient titulaires d'un grade universitaire étaient plus favorisés que, disons, ceux qui n'avaient que le diplôme d'études secondaires, le taux d'aggravation de la faiblesse du revenu a été plus élevé dans les années 1990 chez les immigrants avec formation universitaire. Pour les adultes ayant fait au plus des études secondaires, il a augmenté de 25%. Chez les immigrants récents ayant un bagage universitaire, il s'est accru de 44 %, passant de 19,1 % en 1990 à 27,5 % en 2000 (tableau 3). Il semble ne pas y avoir de grande différence selon la nature des grades obtenus. Chez les titulaires d'un grade en génie ou en sciences appliquées qui étaient âgés de 24 à 44 ans, les taux de faible revenu ont monté de 14,7 % à 24,2 % de 1990 à 2000, et ce, malgré l'essor du secteur de la technologie jusqu'en 2000. En 1990, les immigrants récents ayant un tel bagage universitaire présentaient des taux de faible revenu de 4,6 fois supérieurs à ceux de leurs homologues nés au Canada et, en 2000, cette supériorité était de 7,0. Le scénario se révèle semblable pour d'autres disciplines. Ainsi, chez les immigrants récents d'âge mûr qui étaient titulaires d'un grade en

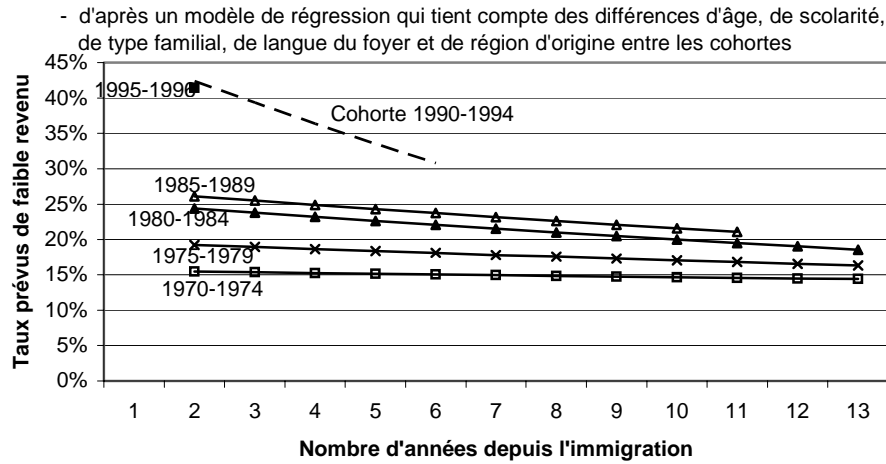
enseignement, en sciences sociales ou en commerce, les taux étaient aussi en hausse, étant passés de 18,2 % à 27,7 %.

Tableau 3 : Taux de faible revenu des immigrants récents de 25 à 65 ans selon le niveau de scolarité			
Niveau de scolarité le plus élevé	1990	2000	Variation des taux en pourcentage de 1990 à 2000
Moins que les études secondaires	34,3	38,4	13,1 %
Études secondaires complètes	31,0	38,8	25,2 %
Études postsecondaires incomplètes	26,4	33,7	27,6 %
Grade universitaire	19,1	27,5	44,0 %
Source : Picot et Hou, 2003.			

Notre point de mire jusqu'ici a été les résultats des immigrants à leur entrée au pays. Qu'advient-il d'eux après un certain nombre d'années de séjour au Canada? Nous avons déjà noté que l'écart de gains (par rapport à la population de souche) rétrécit bel et bien.

Des tendances semblables s'observent pour les taux de faible revenu. Le graphique 3 indique les taux prévus à l'entrée au pays des cohortes d'arrivée entre le début des années 1970 et la fin des années 1990, ainsi que l'évolution de ces taux au fil des ans depuis l'immigration (d'après les résultats d'un modèle de régression qui tient compte des différences de scolarité, d'âge, d'état matrimonial, de langue du foyer et de type familial entre les cohortes). Les taux décroissent effectivement depuis l'immigration; ce qui est peut-être plus important encore, c'est que plus ils sont élevés à l'arrivée, plus ils décroissent vite par la suite (amélioration). On relève donc des signes d'un certain rattrapage des cohortes des années 1980 et 1990 sur les cohortes antérieures en ce qui concerne ces taux. Ce n'est cependant nullement dire que l'écart disparaît entre ces groupes. Les taux de faible revenu demeurent bien plus élevés chez les immigrants arrivés au pays dans les années 1980 et au début des années 1990 que dans les cohortes antérieures, quel que soit le nombre d'années de séjour au pays.

Graphique 3. Taux prévus de faible revenu des immigrants de diverses cohortes



Source : Picot et Hou, 2003.

3.1 La montée des taux de faible revenu dans les plus grandes villes du pays a été largement concentrée dans la population immigrante

Une dichotomie paraît désormais marquer le phénomène de la faiblesse du revenu au pays avec des taux en hausse dans la population immigrante et en baisse dans la population de souche. Dans l'ensemble, ces taux sont tombés de 17,2 % à 14,3 % de 1980 à 2000 dans la population de souche. Même dans les groupes qu'on a toujours associés à ce phénomène, ils sont en décroissance. Pendant la même période, ils ont respectivement diminué de 12,5 et 16 points chez les personnes âgées et dans les familles monoparentales au sein de la population de souche, tout en demeurant pour ainsi dire inchangés dans les jeunes familles. Comme nous l'avons dit, ils se sont élevés dans la population immigrante (sauf chez les immigrants comptant plus de 20 ans de séjour au pays).

Ce fait, joint à la constatation que les immigrants, plus particulièrement les immigrants récents, tiennent une place croissante dans la population des principales villes du pays, nous indique que toute évolution des taux de faible revenu dans ces villes pourrait être largement concentrée chez les immigrants. Picot et Hou (2003) en apportent la confirmation. Dans les trois plus grandes villes du pays où s'établissent les immigrants récents dans leur vaste majorité, les taux ont augmenté de 1990 à 2000, soit de 1,9, 3,1 et 0,3 points respectivement à Toronto, Vancouver et Montréal, et ce, bien que les conditions économiques dans ces milieux urbains en 2000 aient été sinon bien supérieures, du moins semblables à celles de 1990. Le taux de chômage est tombé de 10,5 % à 7,7 % à Montréal et de 7,5 % à 5,9 % à Vancouver. Il s'est un peu élevé à Toronto, passant de 5,2 % à 5,5 %.

Dans ces milieux, presque toute la montée des taux de faible revenu s'est trouvée concentrée dans la population immigrante (tableau 4). Deux facteurs contribuent aux pressions à la hausse qui s'exercent sur ces taux dans les villes : (1) les immigrants forment une proportion croissante de la population (les immigrants récents en particulier) et ont toujours présenté des taux de faible

revenu supérieurs à ceux de l'ensemble de la population; (2) ces mêmes taux ont augmenté chez les immigrants. Ces facteurs combinés ont eu pour effet d'accroître de 2,8 points le taux de faiblesse du revenu à Toronto de 1990 à 2000 (tableau 4). Le gros de cette augmentation est dû aux immigrants ayant au plus 10 ans de séjour au pays. Cette tendance à la hausse des taux de faible revenu de la population immigrante dans cette ville a quelque peu été compensée par une réduction de 0,9 point des taux correspondants de la population de souche. Le résultat est que, à Toronto, le taux d'ensemble s'est accru de 1,9 point. La même chose s'est passée dans les deux autres villes. À Vancouver, l'aggravation de la faiblesse du revenu chez les immigrants (avec leur importance numérique croissante) a fait monter le taux de 4,7 points avec pour contreponds partiel une diminution de 1,7 point dans la population de souche, d'où une hausse de 3,1 points dans l'ensemble pour cette ville.

Tableau 4 : Évolution des taux de faible revenu dans les trois plus grandes villes du Canada de 1990 à 2000			
Ville	Évolution des taux de faible revenu	Évolution due aux* :	
		Non-immigrants	Immigrants
Toronto	1,9 point	-0,9 p.	2,8 p.
Vancouver	3,1 p.	-1,7 p.	4,7 p.
Montréal	0,3 p.	-1,1 p.	1,4 p.
* L'évolution due aux immigrants peut tenir à la fois à la place croissante que tiennent ceux-ci (et plus particulièrement les immigrants récents) dans la population des villes et à la montée des taux de faible revenu dans la population issue de l'immigration. Chaque changement particulier à un groupe représente la contribution de celui-ci au taux global de la ville.			
Source : Picot et Hou, 2003.			

À l'échelle du pays, les taux de faible revenu n'ont guère changé dans les années 1990, car deux tendances se sont annulées l'une l'autre, à savoir une diminution de 1,0 point dans la population de souche et une augmentation du même ordre dans la population immigrante.

Il faut toutefois se rappeler que nous parlons ici des *variations* de ces taux. S'il est question de *niveaux* de faible revenu, les immigrants forment toujours une minorité, bien que celle-ci soit en croissance. En 2000, les immigrants représentaient 28,5 % de la population à faible revenu contre 20 % seulement en 1980.

4. Pourquoi une décroissance des gains initiaux relatifs et une montée des taux de faible revenu chez les immigrants récents ?

Depuis déjà quelque temps, les chercheurs tentent de cerner les causes de la décroissance des gains initiaux en particulier. Si les explications possibles ne manquent pas, toutes n'ont pas la même importance sur le plan empirique. Même si nous ne comprenons pas tout à fait les mécanismes qui expliquent la décroissance des gains, les auteurs de plusieurs études récentes conviennent de façon générale que des questions particulières ont une forte incidence, tandis que

d'autres sont moins importantes. Notre bref exposé ne saurait accueillir toutes les explications possibles ni traiter des diverses autres questions connexes qui ont été examinées et le lecteur qui s'intéresse à la question devrait consulter les documents cités en référence pour mieux se renseigner à ce sujet. Il faut préciser d'emblée que ces diverses explications ne sont ni exhaustives ni mutuellement exclusives. En outre, nous cherchons principalement à expliquer une *décroissance* — certains facteurs peuvent être associés à de piètres résultats, mais si le niveau du facteur n'a pas changé, ni sa rémunération sur le marché du travail, on ne peut dire qu'il est associé à cette décroissance.

4.1 a) Évolution des caractéristiques des immigrants qui arrivent au Canada

Il est bien connu que les immigrants viennent de pays très différents des pays d'origine dans les années 1970, par exemple. De 1981 à 2001, ils ont été proportionnellement moins nombreux à quitter les États-Unis, l'Europe septentrionale et méridionale, les Caraïbes, l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale et l'Asie du Sud-Est. La proportion des immigrants « récents » de ces régions est tombée de 65 % à 28 %. Les régions qui ont gagné en importance relative sur ce plan sont notamment l'Europe orientale, l'Asie du Sud (Inde et Pakistan), de l'Est (Chine, Corée et Japon) et de l'Ouest (Iraq, Iran et Afghanistan) et l'Afrique. Dans l'ensemble, le poids des cohortes récentes en provenance de ces régions s'est accru de 1981 à 2001, passant de 35 % à 72 %. Les immigrants dont ce sont les régions d'origine peuvent recevoir des gains moindres à leur entrée au pays, même à instruction et à expérience égales. Il se peut que, au début, leur capital humain soit moins transférable à cause de problèmes possibles de langue, de différences culturelles, de qualité de l'éducation et peut-être même de discrimination.

4.1 b) Autres facteurs qui sont peut-être liés à l'évolution des régions d'origine : qualité de l'éducation, compétence linguistique et discrimination

Nous observons, liée au concept général des pays ou régions d'origine, une évolution des caractéristiques des immigrants qui est associée à la décroissance des gains initiaux; par exemple, moins d'immigrants ont, à leur entrée au pays, le français ou l'anglais comme langue parlée à la maison ou langue maternelle (nous ne disposons malheureusement pas de mesures de la compétence linguistique à l'arrivée). La compétence linguistique et l'aptitude à communiquer sont liées à la productivité et, par conséquent, aux salaires que reçoivent les travailleurs; une moindre compétence linguistique des immigrants à leur arrivée peut donc avoir un effet évident sur les gains. Des études comme celles de Baker et Benjamin (1994), de Frenette et Morissette (2003), et d'Aydemir et Skuterud (2004, 2005)⁵ semblent indiquer que, pour peut-être un tiers, la décroissance des gains initiaux est imputable à cette évolution des caractéristiques des immigrants à leur entrée au pays et, plus précisément, à celle des régions d'origine et de la langue parlée à la maison. Il s'agit d'un important ensemble de facteurs qui expliquent environ le tiers de la diminution des gains observée. Toutefois, il est très difficile de démêler cet ensemble de caractéristiques fortement liées les unes aux autres, comme la capacité linguistique et le statut de minorité visible, associées à l'évolution des pays d'origine.

5. Nous soulignons que la première de ces études est plus détaillée, mais ne porte que sur les hommes, tandis que la deuxième présente les résultats pour les deux sexes.

Bien que nous disposons de bonnes données sur la langue maternelle et la langue parlée à la maison actuellement autodéclarées, il n'existe malheureusement pas de données de bonne qualité sur l'évolution au fil des ans de la compétence linguistique (dans l'une ou l'autre des langues officielles) des immigrants récents, d'où la difficulté pour les chercheurs de jauger l'incidence au moyen de mesures objectives des compétences linguistiques. Même si l'aptitude à converser paraît suffire, il se peut que la capacité de travailler dans l'une ou l'autre des langues officielles ait diminué chez les nouveaux immigrants lorsqu'il s'agit d'exécuter des tâches plus complexes. Dans une récente étude (2003), Ferrer, Green et Riddell utilisent des données sur les compétences linguistiques mesurées par un examen de l'alphabétisation des adultes et concluent à des différences claires entre les immigrants et les personnes nées au Canada à la date de la réalisation de l'enquête. Selon cette mesure, avec ou sans prise en compte de l'instruction, les immigrants ont en moyenne une plus faible connaissance de l'anglais et du français. Cela ne veut pas dire que tous les immigrants ont de faibles compétences linguistiques ou que certains immigrants n'obtiennent pas de meilleurs résultats à l'examen que certaines personnes nées au Canada, mais les résultats des immigrants sont généralement inférieurs à ceux des personnes nées au Canada. Toutefois, ces auteurs vont plus loin et se demandent si la rétribution moindre de l'expérience acquise à l'étranger (dont nous parlerons plus loin) a à voir avec une meilleure aptitude à lire, à écrire et à compter chez les immigrants du passé par rapport aux immigrants plus jeunes, en examinant les immigrants membres de différentes cohortes d'entrée à un moment donné. Même s'ils se servent de données détaillées sur les résultats d'examens d'aptitude à lire, à écrire et à compter, Ferrer, Green et Riddell ne trouvent guère d'éléments de confirmation d'une telle idée.

Une discrimination ethnique, raciale ou culturelle accrue pourrait également être associée à l'évolution des pays d'origine; le nombre d'immigrants qui sont membres de minorités visibles a augmenté sensiblement. Là encore, nous disposons de peu de données permettant d'estimer de façon fiable l'effet de ce facteur et l'évolution de son importance au fil du temps associée à la diminution observée des gains, bien qu'il existe des preuves de discrimination ethnique dans la société de façon plus générale. Il se peut que certains de ces facteurs (langue ou discrimination) jouent davantage chez les immigrants des pays d'origine plus récents (Europe orientale, Asie et Afrique) et qu'un infléchissement des courants d'immigration en faveur de ces pays ait rendu ces questions plus importantes pour l'ensemble des immigrants avec pour résultat une baisse des gains initiaux. Si tel était le cas, ces effets seraient appréhendés dans le genre d'analyse statistique que nous présentons plus haut et qui nous dit que, pour un tiers en gros, la décroissance des gains est due à l'évolution de la composition de l'immigration selon les pays d'origine et d'autres caractéristiques.

4.2 Rétribution des années de scolarité et question des titres

La rétribution moyenne des années de scolarité des immigrants semble être relativement stable par rapport à celles des personnes nées au Canada au cours des dernières années (Ferrer et Riddell,

2003, Aydemir et Skuterud, 2004, 2005)⁶. Cette rétribution est inférieure à celle des Canadiens de souche et varie selon que l'immigrant a fait ses études au Canada ou non (p. ex. McBride et Sweetman, 2003), mais elle n'a probablement pas beaucoup évolué au cours des deux dernières décennies. (Schaafsma et Sweetman, 2001) montre que la rétribution des années de scolarité des immigrants qui arrivent à un jeune âge et qui font leurs études au Canada est comparable à celle des personnes nées au Canada, ou plus élevée, tandis qu'elle est assez faible dans le cas des personnes qui sont arrivées au Canada à un âge plus avancé. Par conséquent, selon notre interprétation actuelle des preuves recueillies, la valeur économique de l'instruction n'explique pas une grande partie de la décroissance des gains au fil du temps. Néanmoins, cette question mérite d'être examinée plus en détail.

Il reste que les chercheurs qui ont étudié la question des titres scolaires ont posé la question d'une manière un peu différente de celle observée généralement dans les analyses économiques, qui porte sur les années de scolarité. Après prise en compte des années de scolarité, ils se sont demandé ce que valait l'acquisition même d'un titre universitaire (grade) pour un immigrant. C'est ce qu'on appelle l'effet de parchemin. L'avantage salarial que procure un grade universitaire (par rapport à la non-acquisition d'un tel grade) change-t-il ? C'est une question qui se pose depuis déjà un certain nombre d'années en ce qui concerne les titres scolaires, mais pour concourir nettement à la *décroissance* des gains initiaux, il faudrait que cet effet se soit accentué ces dernières années.

Si l'on se rapporte aux résultats récents de deux études (Ferrer et Riddell, 2003; Aydemir et Skuterud, 2004, 2005), et conformément à ceux d'autres études, il semble que la rétribution de l'instruction des personnes selon le pays d'origine n'a pas baissé. La rétribution de l'instruction des personnes de pays d'origine non traditionnels (indépendamment du niveau de scolarité atteint) est effectivement inférieure à celles des personnes de pays d'origine traditionnels, mais la rétribution de l'obtention de titres scolaires des travailleurs de ces mêmes pays est plus importante. Ainsi, l'évolution de la composition des pays d'origine n'est pas associée à une grande partie de la décroissance générale des gains. En partie, l'absence d'effet de l'instruction sur la détérioration globale des résultats sur le plan économique tient à ce que de nombreux immigrants font leurs études au Canada et, par conséquent, reçoivent une rétribution économique de l'instruction équivalente à celle des Canadiens de souche ou plus élevée, et à la nature de la valeur économique des diplômes ou certificats, par opposition aux années d'études, pour les immigrants.

Les recherches de Ferrer et Riddell, plus particulièrement, portent sur l'effet de "parchemin", c'est-à-dire la valeur du grade universitaire même (non pas du nombre d'années de scolarité nécessaires à son obtention, mais de sa simple acquisition). Cette étude ne fait pas de distinction entre les grades des disciplines avec autorisation d'exercer (p. ex. médecine et génie) et celles sans autorisation d'exercer (p. ex., histoire et sciences économiques). Les résultats n'en sont pas moins fort instructifs. Dans l'ensemble, les auteurs montrent que la simple acquisition d'un grade fait augmenter les gains des immigrants d'une manière significative (par rapport à l'absence de grade) et que cet effet est au moins aussi marqué, sinon plus, dans la population immigrante que dans la

6. Nous soulignons que les études en question interprètent normalement la « rétribution économique » de l'instruction comme étant l'augmentation en pourcentage des gains associés à une année supplémentaire d'études (ou un titre scolaire). Ces estimations peuvent être interprétées comme faisant abstraction des coûts directs de l'instruction, mais tenant compte de la valeur des gains d'emploi sacrifiés durant la fréquentation de l'école (c.-à-d. le coût d'option de l'instruction).

population de souche. Ils concluent cependant que l'avantage que procurent les titres scolaires n'a guère évolué depuis le début des années 1980 dans le cas des immigrants. La seule preuve d'évolution est que la valeur des diplômes d'études supérieures a *augmenté, non diminué*, dans le cas des immigrants qui sont arrivés au pays plus récemment. Ils constatent que les immigrants de pays d'origine non traditionnels reçoivent une rétribution moindre des années de scolarité (indépendamment de l'obtention d'un diplôme), mais que l'évolution de la composition de l'immigration a abouti à l'importation de capital humain auquel on attribue moins de valeur selon une dimension (années de scolarité) et plus de valeur selon une autre dimension (titres scolaires) (Ferrer et Riddell, 2003, p. 20).

Globalement, cela laisse supposer que, dans l'ensemble des disciplines, la question des « titres scolaires » ne s'est pas aggravée (il aurait pu y avoir des dégradations dans des disciplines en particulier). Les titulaires d'un grade n'ont pas échappé à la détérioration des résultats salariaux, mais la baisse n'est pas associée de façon évidente à la reconnaissance des titres scolaires et à des changements sur le plan de la valeur sur le marché du travail canadien de l'instruction acquise à l'étranger. Cela ne veut pas dire que les politiques ne devraient pas viser à améliorer la reconnaissance des titres scolaires. La rétribution économique de l'instruction que reçoivent les immigrants qui ont fait leurs études à l'extérieur du Canada est visiblement plus faible que celle que reçoivent les personnes nées au Canada ou les immigrants qui ont fait leurs études au Canada, et les programmes gouvernementaux peuvent accroître la rétribution de l'instruction acquise à l'étranger si le problème de la « reconnaissance » est grave. Toutefois, il faut tenir compte dans ces programmes du fait qu'ils visent à remédier à un problème qui a peu changé en près de vingt ans.

D'autres effets, largement impossibles à mesurer, sont également liés à la rétribution économique de l'instruction. Par exemple, un facteur qui joue est la « qualité » variable des systèmes éducatifs des divers pays. Sweetman (2003) s'est attaché à cette question en se reportant aux résultats d'examen d'enquêtes internationales sur la littéracie et la numéracie comme variable substitutive de la qualité du système éducatif d'un pays. Il trouve une certaine confirmation de l'idée qu'une moindre qualité de la formation scolaire concourt à la plus faible rétribution de l'instruction pour les immigrants qui ont terminé leurs études avant d'entrer au Canada. (Ceux qui arrivent à un âge jeune et qui font leurs études au Canada ne sont pas touchés par la qualité du système éducatif de leur pays d'origine.) Il semble donc que tous les grades qui sont similaires à prime abord ne sont pas de valeur égale sur le marché du travail, ce qui souligne la complexité de la question stratégique.

4.3 Décroissance de la rétribution de l'expérience professionnelle acquise à l'étranger

Un autre facteur dont l'importance s'accroît dans les études très récentes est celui du « rendement décroissant de l'expérience acquise à l'étranger ». On peut y voir un phénomène de concentration croissante de la détérioration des gains à l'arrivée chez les immigrants plus âgés. Le capital humain est formé dans une large mesure de l'éducation-formation et de l'expérience professionnelle avec les compétences qu'elle apporte. On s'attend d'ordinaire à ce que ce capital humain reçoive une rétribution quelconque lorsqu'on entre sur le marché du travail mais, pour les immigrants de pays d'origine non traditionnels, le rendement économique de l'expérience potentielle sur le marché du travail acquise avant leur arrivée au Canada est pratiquement nul. Il importe de souligner que

« potentiel » est un mot clé dans la formulation de la mesure de l'expérience sur le marché du travail employée dans toutes les études publiées dernièrement. L'expérience réelle sur le marché du travail n'est pas mesurée dans les données, de sorte que l'« expérience potentielle » est calculée comme étant l'« âge – années de scolarité – 6 » (ou moins 5 dans certaines études). Autrement dit, on pourrait associer le phénomène du rendement décroissant de l'expérience acquise sur le marché du travail à l'étranger à une diminution des gains à l'entrée chez les immigrants âgés. On pourrait examiner cette question en utilisant l'âge plutôt que l'expérience potentielle, mais cette dernière est mieux adaptée aux données puisqu'il semble que c'est l'expérience postsecondaire sur le marché du travail qui a une incidence sur le revenu d'emploi (dans le cas où elle joue un rôle).

Un nombre d'études récentes indique que l'expérience professionnelle acquise à l'étranger par les immigrants qui nous arrivent est de plus en plus négligée sur le marché du travail de notre pays (Schaafsma et Sweetman, 2001; Green et Worswick, 2002; Frenette et Morissette, 2003; Aydemir et Skuterud, 2004, 2005). Les immigrants plus âgés qui entrent au pays et qui, vers la fin des années 1970 ou au début des années 1980, gagnaient nettement plus que les immigrants plus jeunes, sans doute grâce à leur expérience (une fois pris en compte les facteurs de l'éducation, etc.), jouissent bien moins de cet avantage aujourd'hui. L'expérience qu'ils ont acquise à l'étranger semble entrer bien moins en ligne de compte de nos jours qu'il y a 20 ans, disons. Dans le même ordre d'idée, Schaafsma et Sweetman (2001) observent que l'âge au moment de l'immigration est un prédicteur très puissant des gains des immigrants. À l'aide des données des recensements de 1986 à 1996, ils ont pu constater que les travailleurs plus âgés avaient droit en moyenne à une faible rétribution tant de l'expérience professionnelle que de l'instruction acquises à l'étranger, dans le cas des personnes nées au Canada comme dans celui des immigrants qui arrivent à un jeune âge et font leurs études au Canada. Dans le cadre du programme d'étude lancé par les services de recherche de Citoyenneté et Immigration Canada, Green et Worswick (2002) ont constaté que la rétribution de l'expérience professionnelle étrangère diminuait pour les cohortes d'arrivée qui se succédaient. En outre, la crédibilité de leur conclusion a été renforcée par le fait qu'ils en sont venus à la même conclusion en utilisant un ensemble de données différentes. Leurs données ont permis d'observer la catégorie d'immigration et donc d'élargir la portée de l'analyse. Ces auteurs ont observé l'effet en question autant dans la catégorie de la famille que dans la composante économique, aussi l'évolution de la composition de l'immigration selon ces catégories n'est-elle pas un facteur déterminant.

Ils en ont conclu que le rendement décroissant de l'expérience est un des grands facteurs sinon le plus important qui soient liés à cette perte de gains chez les immigrants récents. C'est aussi la conclusion que tirent Aydemir et Skuterud (2004, 2005). Frenette et Morissette (2003) retiennent l'idée eux aussi. Dans l'une et l'autre étude, des auteurs notent que, de 1980 à 2000, les gains n'ont pas décliné en réalité chez les immigrants « récents » très jeunes (de 25 à 29 ans) et que cette diminution s'est trouvée concentrée chez les immigrants de sexe masculin et de plus de 30 ans. Lorsqu'ils ont d'abord observé cet effet, Green et Worswick ont donné à entendre que le phénomène pourrait être lié à la fois à l'infléchissement de la composition de l'immigration en faveur de pays d'origine pour lesquels il est plus difficile d'évaluer les avantages de l'expérience acquise à l'étranger, et à une décroissance de la rétribution de l'expérience étrangère à l'intérieur des pays d'origine. Leur conclusion, toutefois, est que ce rendement décroissant de l'expérience n'est pas évident chez les immigrants des régions d'origine traditionnelles (Europe du Nord-Ouest, pays anglophones, etc.) et qu'il concerne largement les immigrants des régions d'origine plus

récentes. Aydemir et Skuterud tirent à peu près la même conclusion en disant que le phénomène touche les immigrants des régions d'origine « non traditionnelles », notamment de l'Europe orientale, de l'Asie et de l'Afrique. Ces auteurs se sont rendu compte que l'expérience étrangère ne valait presque plus rien sur le marché du travail canadien pour les immigrants de ces régions.

Comment expliquer la décroissance de la rétribution de l'expérience étrangère à l'intérieur des régions d'origine? Nous ne disposons guère de données objectives sur la question. Comme nous l'avons signalé, Ferrer, Green et Riddell se sont demandé si le phénomène était lié à l'alphabétisation relative des travailleurs jeunes et âgés pour découvrir que ces compétences relatives ne rendaient guère compte d'un tel effet. D'autres ont évoqué la possibilité d'un nouveau clivage sur le plan de la technologie. L'expérience technologique acquise en Europe de l'Est et en Asie pourrait ne pas être directement applicable au marché du travail canadien, d'où cette moindre rétribution. L'effet pourrait s'accroître, car la technologie progresse plus vite dans des pays plus avancés comme le Canada. Il se peut aussi que, pouvant compter sur une main-d'œuvre très instruite et en croissance rapide au pays (voir plus loin), les employeurs soient moins enclins à prendre le temps d'évaluer l'expérience acquise à l'étranger (avec les années de scolarité) par les immigrants, plus particulièrement par les immigrants très scolarisés. Ainsi, on fait quelque peu fi de l'expérience et de la scolarité, mais ce que nous en disons pour l'instant n'est que conjecture.

Aydemir et Skuterud en viennent à la conclusion que, chez les immigrants récents, la moindre rétribution de l'expérience acquise à l'étranger rend compte en gros des deux tiers de la décroissance des gains initiaux dont nous avons parlé.

4.4 Détérioration des résultats sur le marché du travail des nouveaux actifs en général et des immigrants en particulier

Les résultats qu'obtiennent sur le marché du travail les jeunes actifs, plus particulièrement les hommes, se sont dégradés au Canada tout au long des années 1980 et 1990. Les gains des jeunes hommes ont été en baisse dans toute cette période (Picot, 1998; Beaudry et Green, 2000). Les immigrants qui nous arrivent font eux aussi leur entrée sur le marché du travail canadien, et il se peut que ce qui fait baisser les gains des jeunes en général (et que nous comprenons encore mal) ait le même effet sur les gains des « immigrants récents ». Green et Worswick constatent que, chez les hommes récemment issus de l'immigration, ce phénomène pourrait expliquer 40 % de la décroissance des gains initiaux. Toutefois, ils constatent aussi que cet effet concentré dans les années 1980 a perdu de son importance dans les années 1990. Frenette et Morissette y voient également un facteur d'importance, tout comme Aydemir et Skuterud.

4.5 Variations des conditions macro-économiques

Le Canada a connu deux grandes récessions au début des années 1980 et 1990. C'est au début des années 1980 qu'on a d'abord observé une importante évolution à la baisse des gains initiaux. La situation des immigrants récents s'est encore très largement détériorée dans les premières années de la décennie 1990, période où les niveaux d'immigration sont demeurés élevés en période de récession. Cela devait amener un certain nombre de chercheurs à se demander si l'évolution des conditions macro-économiques aurait pu jouer un grand rôle dans les tendances des gains. Bloom et Gunderson (1991) et McDonald et Worswick (1998) ont relevé l'effet du

cycle économique sur les gains des immigrants et les derniers de ces auteurs en ont conclu que les gens issus de l'immigration sont plus heurtés par les récessions que ceux qui sont nés au Canada. Dans une étude de 1997 sur les différences de taux de chômage entre population immigrante et population de souche, McDonald et Worswick (1997) ont tiré la conclusion que l'écart de taux de chômage se dilatait en période de récession et se contractait nettement (pour tomber presque à zéro) en période d'expansion. Cependant, Reitz (2001) en a conclu que les variations des conditions macro-économiques ne sauraient entièrement expliquer l'évolution générale à la baisse des résultats économiques des immigrants.

Aydemir (2002) a regardé la baisse des taux d'emploi et d'activité (sans examiner les gains) dans la population immigrante pour conclure à son tour que les conditions macro-économiques (mesurées par le taux de chômage) rendaient compte de jusqu'à la moitié de la diminution du taux d'activité des immigrants dans la récession du début des années 1990, et d'une proportion moindre de la décroissance du taux d'emploi. Il y avait une dégradation appréciable des résultats économiques (taux d'activité et d'emploi) même une fois prises en compte les conditions macro-économiques. Dans la seconde moitié des années 1990, la situation économique s'est considérablement redressée et, en 2000, le chômage tombait à des niveaux qu'on n'avait pas vus en plus de 20 ans. Les gains relatifs des immigrants (par rapport aux « homologues » nés au Canada) se sont un peu améliorés, mais restaient bien en deçà des niveaux observés dans les années 1970, voire dans les années 1980 (comme nous l'avons indiqué). Il paraît donc improbable que les conditions macro-économiques expliquent, entièrement ou en grande partie, la décroissance à long terme des gains relatifs des immigrants récents.

4.6 Forte concurrence d'une population de souche jouissant d'une instruction sans cesse plus grande

L'offre de main-d'œuvre hautement qualifiée au Canada s'est accrue à un rythme très rapide. Le nombre de femmes actives titulaires d'un grade a quadruplé en 20 ans seulement. Pour une diplômée d'université en 1980, on en compte aujourd'hui quatre. Le nombre d'hommes titulaires d'un grade a plus que doublé. Dans les études consacrées à l'avantage social que procure un grade (gains des diplômés d'université par rapport à ceux des diplômés de l'école secondaire), on a observé que, en général, cet avantage s'était nettement accru aux États-Unis, mais pas outre mesure au Canada depuis 20 ans⁷ (Burbidge et coll., 2002). Devant une demande en apparence croissante qui s'attache à des compétences multipliées dans une main-d'œuvre hautement scolarisée, on peut se demander pourquoi les salaires relatifs des diplômés d'université ont augmenté aux États-Unis, mais non au Canada? Dans deux études bien connues, on fait valoir que cela tient à des différences d'offre de main-d'œuvre très instruite et que cette offre (par rapport aux travailleurs n'ayant fait que des études secondaires) s'est élevée bien plus vite dans notre pays que chez notre voisin du sud (Freeman et Needels, 1993; Murphy, Romer et Riddell, 1998).

Reitz (2001) soutient que, malgré leur meilleure scolarisation, l'avantage *relatif* des immigrants sur le plan des niveaux de scolarité a diminué à cause de la montée plus rapide de l'instruction dans la population de souche. Il maintient en outre que la population immigrante n'a pas autant

7. L'avantage salarial s'est cependant accru ces dernières années chez les jeunes au pays.

profité que la population de souche de l'élévation des niveaux de scolarité. Cela concorde avec d'autres constatations selon lesquelles l'effet de parchemin (simple acquisition d'un grade) n'a pas diminué chez les immigrants, mais la rétribution des années de scolarité a décliné chez les immigrants « récents » et, à tout le moins, les résultats sur le marché du travail se sont dégradés plus vite chez les immigrants de formation universitaire que chez les autres (compte tenu de l'âge), ainsi que nous l'avons noté. Il se peut que, sur un marché du travail des plus concurrentiels pour les nouveaux actifs, on néglige de plus en plus l'expérience et les années de scolarité acquises dans les « nouveaux » pays d'origine, et que le facteur de la langue et d'autres facteurs liés aux nouvelles régions d'origine créent un handicap concurrentiel relatif aux immigrants « récents », même ceux qui sont très instruits.

4.7 Évolution de l'utilisation du régime de transferts sociaux et des autres sources de revenu

Les facteurs que nous avons mentionnés peuvent influencer sur les gains des immigrants, mais d'autres peuvent aussi agir sur les taux de faible revenu. L'évolution de la disponibilité et de l'utilisation du régime de transferts sociaux (aide sociale, assurance-emploi, etc.) dans la population immigrante est manifestement de nature à influencer ces taux. Il se peut aussi que le phénomène des inégalités de revenu ait changé dans cette population. Le gros des analyses portant sur les gains vise les gains moyens ou médians. La montée des inégalités de revenu familial et du chômage ou peut-être l'accentuation d'un effet de découragement des travailleurs pourrait pousser les taux de faible revenu en hausse par-delà ce que laisse prévoir l'évolution des gains familiaux moyens. Il n'y a guère eu de recherches récentes sur ces questions, mais Crossley, MacDonald et Worswick (2001) ne trouvent aucune preuve de recours accru à l'assistance sociale ou à l'assurance-chômage entre 1981 et 1994.

5. Conclusion

Le bien-être économique des immigrants récents s'est dégradé tout au long des années 1980 et 1990. On peut douter que le rythme de l'assimilation économique soit tel qu'un grand nombre de ces immigrants puissent parvenir à des gains ou à des taux de faible revenu comparables à ceux de la population de souche ou même des cohortes antérieures d'immigrants (Frenette et Morissette, 2003). Les explications possibles de cette détérioration sont nombreuses et, bien sûr, ne sont pas nécessairement indépendantes les unes des autres, mais nous avons constaté que certaines questions sont assez importantes sur le plan empirique, tandis que d'autres ne contribuent pas beaucoup à cette détérioration. Nous constatons que trois facteurs jouent un rôle déterminant. En premier lieu, l'évolution de la composition des pays d'origine, de la langue maternelle et(ou) de la langue parlée à la maison, du statut de minorité visible et d'autres questions connexes explique environ le tiers de la détérioration. Il importe de souligner que ces facteurs sont si fortement corrélés qu'il est difficile de déterminer l'incidence distincte de chacun dans les données couramment disponibles. En deuxième lieu, on observe une forte baisse de la rétribution économique de l'expérience potentielle sur le marché du travail avant l'immigration pour les immigrants de pays d'origine non traditionnels. Ce facteur explique un autre tiers environ de la détérioration chez les hommes et un peu moins chez les femmes. Ce phénomène laisse supposer que l'âge à l'immigration devient de plus en plus important pour les résultats sur le marché du travail, ceux qui arrivent au pays à un âge plus avancé ayant de moins bons

résultats. En troisième lieu, on observe une détérioration très générale des résultats sur le marché du travail des nouveaux actifs, particulièrement dans le cas des hommes. Le marché du travail semble traiter les immigrants, quel que soit leur âge à l'arrivée, comme de nouveaux actifs. Ce phénomène explique au moins un autre tiers de la détérioration observée. Il y a deux autres questions connexes, soit l'incidence sur le marché du travail à long terme des immigrants qui arrivent au pays en période de récession et le fait que les résultats sur le marché du travail des immigrants semblent être davantage sensibles au cycle économique que ceux des Canadiens de souche.

Chose peut-être étonnante, il n'y a pas de preuve d'une décroissance de la rétribution économique de l'instruction. Pour certains sous-groupes de la population des immigrants, la valeur économique d'un grade supérieur semble avoir même augmenté au cours des deux dernières décennies. Les immigrants reçoivent une rétribution légèrement plus faible de l'instruction acquise à l'extérieur du Canada, mais c'est le cas pour toute la période pour laquelle des données sont disponibles. En outre, les immigrants qui font leurs études au Canada reçoivent une rétribution économique de cette instruction au moins aussi importante que celle des Canadiens de souche. Cela ne veut pas dire nécessairement que les programmes de reconnaissance de l'instruction et des titres scolaires ne sont pas utiles, car il existe en effet un écart. Cependant, cela souligne la nature de la question sur laquelle nous nous penchons et des limites de ces effets des programmes.

Ainsi, une concurrence accrue des sources intérieures de main-d'oeuvre, jointe à une évolution de la composition de l'immigration selon les régions d'origine, pourrait rendre les immigrants moins capables de monnayer leur instruction et leur expérience acquise à l'étranger, la perte de compétence linguistique (si tel est le cas, mais on n'a guère mesuré ce facteur) et le renforcement de la discrimination aient eux-mêmes à voir avec l'évolution de l'immigration selon les pays d'origine. Si le débat sur les raisons possibles de la détérioration des résultats des immigrants sur le marché du travail se poursuivra sans doute, de grands progrès ont été accomplis pour ce qui est de comprendre certains aspects des causes de la détérioration et d'éliminer d'autres facteurs.

Bibliographie

- Abbott, Michael G. et Charles M. Beach. 1993. « Immigrant earnings differentials and birth-year-effects for men in Canada: post-war-1972 ». *Revue canadienne d'économique*. 25 : 505524.
- Aydemir, Abdurrahman. 2003. « Les effets des cycles économiques sur l'assimilation des immigrants sur le marché du travail ». Études analytiques, documents de recherche de l'analyse économique. N° 11F0019MIF2003203 au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.
- Aydemir, Abdurrahman et Mikal Skuterud. 2004. « Explication de la détérioration des gains au niveau d'entrée des cohortes d'immigrants au Canada : 1966-2000 ». Études analytiques, documents de recherche sur l'analyse économique. N° 11F0019MIF2004225 au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.
- Aydemir, Abdurrahman et Mikal Skuterud. 2005 « Explaining the Deteriorating Entry Earnings of Canada's Immigrant Cohorts: 1966-2000 ». *Revue canadienne d'économique*. 38 : 641-72.
- Baker, Michael et Dwayne Benjamin. 1994. « The performance of immigrants in the Canadian labour market ». *Journal of Labor Economic*. 12 : 369-405.
- Beaudry, Paul et David Green. 2000. « Cohort patterns in Canadian earnings: assessing the role of skill premia in inequality trends ». *Canadian Journal of Economic*. 33 : 907-936.
- Bloom, David E. et Morley Gunderson. 1991. « An analysis of the earnings of Canadian immigrants ». Dans John M. Abowd et Richard B. Freeman (réd.), *Immigration, Trade and the Labour Market*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Borjas, George J. 1985. « Assimilation, changes in cohort quality, and the earnings of immigrants ». *Journal of Labor Economic*. 3 : 463-489.
- Burbidge, J.B., L.S. Magee, et A.L. Robb. 2002. « The Education Premium in Canada and the United States ». *Canadian Public Policy*. Vol. XXVIII, No. 2.
- Carliner, Geoffrey. 1981. « Wage differences by language group and the market for language skills in Canada ». *Journal of Human Resources*. 16 : 384-399.
- Chiswick, Barry R. 1978. « The effect of Americanization on the earnings of foreign-born men ». *Journal of Political Economy*. 86 : 897-921.
- Crossley, T.F., J.T. MacDonald et C. Worswick. 2001. « Immigrant Benefit Receipt: Sensitivity to Choice of Survey Years and Model Specification ». *Journal of Human Resources*. 36(2) : 379-397.
- Ferrer, Ana, David Green et Craig Riddell. 2003. « The Effect of Literacy on Immigrant Earnings ». Université de la Colombie-Britannique, Department of Economics.

- Ferrer, Ana et Craig Riddell. 2003. « Education, Credentials and Immigrant Earnings ». Université de la Colombie-Britannique, Department of Economics.
- Freeman, R.B. et K. Needels. 1993. « Skill Differentials in Canada in an Era of Rising Labor Market Inequality ». Dans D. Card et R.B. Freeman, (éd.), *Small Differences that Matter: Labor Markets and Income Maintenance in Canada and the United States*. Chicago : University of Chicago Press.
- Frenette, Marc et René Morissette. 2003. « Convergeront-ils un jour ? Les gains de travailleurs immigrants et de ceux nés au Canada au cours des deux dernières décennies ». Études analytiques, documents de recherche sur l'analyse économique. N° 11F0019MIF2003215 au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.
- Grant, Mary L. 1999. « Evidence of new immigrant assimilation in Canada ». *Revue canadienne d'économique*. 32 : 930-955.
- Green, David A. et Christopher Worswick. 2002. « Earnings of Immigrant Men in Canada: The Roles of Labour Market Entry Effects and Returns to Foreign Experience ». Université de la Colombie-Britannique, Department of Economics. Document préparé pour Citoyenneté et Immigration Canada.
- Hum, Derek et Wayne Simpson. 2003. « Reinterpreting the Performance of Immigrant Wages from Panel Data ». Université du Manitoba, Department of Economics.
- Li, Peter S. 2003. « Initial Earnings and Catch-up Capacity of Immigrants ». *Analyse de politiques*. XXIX(3) : 319-327.
- McDonald, James Ted et Christopher Worswick. 1997. « Unemployment Incidence of Immigrant Men in Canada ». *Analyse de politiques*. XXIII(4) : 353-373.
- McDonald, James Ted et Christopher Worswick. 1998. « The earnings of immigrant men in Canada: Job tenure, cohort, and macroeconomic conditions ». *Industrial and Labour Relations Review*. 51 : 465-482.
- Meng, Ronald. 1987. « The earnings of Canadian immigrant and native-born males ». *Applied Economics*. 19 : 1107-1119.
- Murphy, Kevin M., Paul Romer et Craig Riddell. 1998. « Wages, skills and technology in the United States and Canada ». *NBER working paper series, 6638*. National Bureau of Economic Research.
- Picot, Garnett. 1998. « Le point sur l'inégalité des gains et sur la rémunération des jeunes durant les années 90 ». Études analytiques, documents de recherche sur l'analyse économique. N° 11F0019MIF1998116 au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Picot, Garnett et Feng Hou. 2003. « La hausse du taux de faible revenu chez les immigrants au Canada ». Études analytiques, documents de recherche sur l'analyse économique. N°11F0019MIF2003198 au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Reitz, Jeffrey. 2001. « Immigrant success in the knowledge economy: institutional changes and the immigrant experience in Canada, 1970-1995 ». *Journal of Social Issue*. 57 : 579-613.

Schaafsma, J. et A. Sweetman. 2001. « Immigrant Earnings: age at immigration matters ». *Revue canadienne d'économie*. 34(4) : 1066-1099.

Sweetman, Arthur. 2004. « Qualité de l'éducation des immigrants dans leur pays d'origine et résultats sur le marché du travail canadien ». Études analytiques, documents de recherche sur l'analyse économique. N° 11F0019MIF2004234 au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.